Bouteflika-opposition : tension maximum

MESSAGE DU PRÉSIDENT À L'OCCASION DU 19 MARS

Panique, violence du verbe et menaces

Le message de Bouteflika, lu jeudi par un de ses conseillers à partir de Ghardaïa, traduit pour le moins une panique et un affolement comme il véhicule des avertissements et menaces en guise de solution à la situation catastrophique que vit le pays. Que chacun sache, qu'à l'avenir, tout ce qui bouge rencontrera le Président sur sa route, avertit-il. Quant au destinataire(s) de ses invectives, tout donne à penser qu'il s'adresse d'abord à l'opposition, toute l'opposition, mais aussi au ton employé, à une partie de son propre camp pour marteler qu'il a encore la main sur les affaires du pays.

D'abord sur le mouvement de mobilisation sans pareil des citoyens contre le gaz de schiste, alors que les citoyens de In Salah attendaient une réponse à leur exigence d'arrêt de toute action sur les puits d'exploration du gaz de schiste, le président se dit «particulièrement affligé de voir des enfants de la région poussés à nuire à l'Etat de leur pays, et de constater que d'autres tendent à mettre en doute le dévouement et l'intégrité des dirigeants de leur Etat et à s'inscrire en faux contre le bien-fondé de leurs actions…». Nuire à l'Etat, dit Bouteflika, rien de moins ! Au lieu d'entendre le cri incessant, qui dure depuis des mois des tréfonds du Sud et du Nord, le Président informe qu'il persiste et signe parce que, nous explique-t-il, nous «devrons admettre que sans une connaissance suffisante des potentialités de notre sous-sol en gaz de schiste, il ne nous sera pas possible de planifier les étapes futures du développement de notre pays». C'est textuellement ce qu'a dit le Président, et dans ces conditions comment ne pas croire les propos de Aribi Hassan, député d'El Adala, qui, à l'issue de l'entretien «amical» de mercredi dernier, d'une heure trente avec Sellal, informe sur les ondes de *Ech Chourouk* que Sellal lui aurait fait comprendre qu'il ne peut y avoir d'arrêt de l'exploration du gaz de schiste car l'Algérie serait alors sous pression de ses partenaires (contractants ?) et qu'en cas d'abandon, la crédibilité du pays à l'échelle internationale serait entamée ? Tout se tient donc et si l'on fonce tête baissée sur le gaz de schiste, c'est parce que l'on a les mains et les pieds liés. Toujours en direction de la population du Sud, celle de Ghardaïa comme celle de In Salah, le Président magnanime et charitable rappelle la «générosité» de l'Etat qui «veille sur vous… afin que nous puissions poursuivre, dans la concorde et l'entente, le processus de construction que nous avons engagé, et qui s'est concrétisé à travers des programmes et des mesures dédiés au développement du Sud». La réponse d'un des leaders du mouvement anti-gaz de schiste de In Salah, interrogé par la chaîne *EnNahar* tout de suite après la publication du message de Bouteflika, est cinglante et sans équivoque. «Nous ne voulons pas du programme de développement du Président, notre revendication et notre préalable à tout, est l'arrêt immédiat de l'exploration des puits de gaz de schiste de In Salah».

Très surprenant dans un discours de chef d'Etat en exercice. Le Président s'est dit avoir « des préoccupations et des inquiétudes » et pour tout dire et «en toute franchise dit-il, s'il est préoccupé et inquiet, c'est parce qu'il «redoute la nocivité de ceux, d'entre nous, qui se sont laissés glisser sur la dangereuse pente de la politique de la terre brûlée dans le dessein d'arriver au pouvoir, même en mettant notre Etat en ruine et en marchant sur les cadavres des enfants de notre peuple».

Parler de politique de la terre brûlée en cette journée du 19 mars est proprement scandaleux. Mais qui donc, au niveau de l'opposition, puisqu'il s'agit incontestablement d'elle, a pratiqué, comme l'a fait l'OAS, la politique de la terre brûlée ? Le Président ne le dit pas mais il aura auparavant «constaté que des pseudo-hommes politiques, soutenus par une presse qui n'a aucun souci de son éthique professionnelle, s'évertuent matin et soir à effrayer et démoraliser ce peuple, à saper sa confiance dans le présent et l'avenir…».

Fidèle à ses qualificatifs de «tayabet el hammam» dès qu'il s'agit de journalistes qui ne sont pas aux ordres, le Président va cette fois-ci plus loin encore en faisant porter à ces journalistes et à ces «pseudo-hommes politiques» la responsabilité du manque de confiance en ce pouvoir et de drapeau en berne que portent aujourd'hui les citoyens qui désespèrent de leurs gouvernants. Pour être complet, il annonce à certains opposants, «ceux qui divergent avec nous sur la conception politique de la conduite des affaires du pays» et ceux «qui préconisent des idées plus judicieuses que les nôtres» qu'ils peuvent venir construire «un front intérieur» mais attention, il est hors de question d'y venir pour «remettre en cause ce qui a été consacré conformément à la Constitution». Le FFS est averti : vous pouvez vous joindre à nous mais en bénissant l'œuvre accomplie par le Président.

Des citoyens manipulés par une opposition constituée de pseudo-hommes politiques, voilà qui va justifier, aux yeux de Bouteflika, des avertissements et menaces qui viennent s'ajouter au bâillon mis sur toute voix discordante. Et de menacer très lourdement : «Cet état de fait nous met dans l'extrême obligation d'user d'un surcroît de fermeté et de rigueur pour défendre l'Etat. C'est un devoir constitutionnel, légal, légitime et moral qui ne peut souffrir ni report ni dérobade». Dans ce condensé de mesures à venir, notons au passage leur caractère indispensable et qui plus est, insiste le Président «légal, constitutionnel, légitime». Autrement dit, nous allons sévir plus qu'on l'a fait, avec un surcroît de fermeté et de rigueur et nous sommes en droit de le faire, protégés que nous sommes par la Constitution. L'opposition est ainsi avertie, les vis seront serrés plus qu'ils ne l'ont jamais été et personne ne pourra avoir à y redire !

Quant aux destinataires de ces avertissements et menaces, ce sont tous ceux qui «tendent à mettre en doute le dévouement et l'intégrité des dirigeants de l'Etat». Rien ne sera donc permis et d'où que cela vienne pour peu que les auteurs s'attaquent aux hommes de l'Etat. Là, l'avertissement est sans aucun doute adressé à tout le monde, à tous ceux, y compris dans son entourage, qui viendraient à douter de l'intégrité de son cercle et ceux qui ne lui seraient pas loyaux.

L'empreinte de l'affolement et de la panique et le ton employé comme les termes usités sont là aussi, pour rappeler aux uns et aux autres que le Président est encore au gouvernail et qu'il compte bien y rester.

Khedidja Baba-Ahmed

ALI BENFLIS :

«Est-ce l'œuvre du titulaire nominal de la fonction présidentielle ou celle des cercles occultes ?»

Réponse du berger à la bergère. Ali Benflis réplique vigoureusement au «message présidentiel» de Abdelaziz Bouteflika du 19 mars dernier. D'emblée, il tape là où cela fait le plus mal : «Outre tous les autres ravages qu'elle occasionne au pays, la vacance du pouvoir rend particulièrement difficile de savoir qui fait dire quoi au premier responsable du pays.»

Kamel Amarni Alger (Le Soir) - L'ancien chef du gouvernement, sans doute celui que le message de Bouteflika ciblait en particulier, choisit sciemment ce thème, «la vacance du pouvoir», pour réagir à l'attaque au vitriol de jeudi dernier, à partir de Ghardaïa.

Dans un communiqué rendu public hier vendredi, Benflis exprime même des doutes quant à l'auteur réel du message. «L'on ne sait, écrira-t-il en effet, qui du titulaire nominal de la fonction présidentiel ou des cercles occultes qui se sont constitués à la faveur de la vacance du pouvoir est le véritable concepteur et l'instigateur réel de ces agressions politiques contre l'opposition nationale».

Benflis, qui se place comme véritable chef de file de l'opposition, notamment depuis la dernière élection présidentielle, estimera ainsi que «dans sa lettre comme dans son esprit, le message prétendument présidentiel lu à Ghardaïa, n'en est manifestement pas un.

En effet, il n'en a ni la hauteur de vue, ni le sens de la mesure et de la responsabilité ni la vision toujours rassembleuse qui forment les traits distinctifs des messages présidentiels respectables. Le message lu à Ghardaïa est le pur produit de semeurs de discorde et de porteurs de haine».

Contrairement à ce que devrait être un message présidentiel, ajoutera Benflis, celui «lu à Ghardaïa divise au lieu d'unir ; il accuse à tort autrui et exonère à moindre frais ses auteurs de tous les errements et de toutes les turpitudes ; il agresse et stigmatise en un moment de célébration nationale alors que, partout dans le monde, les célébrations nationales constituent le temps fort de l'union sacrée».

Pour l'ancien chef du gouvernement, il ne fait aucun doute que le message du 19 mars est l'œuvre du cercle présidentiel et non pas du «titulaire nominal», à savoir Bouteflika et qu'il désigne, dans son communiqué par le vocable de «régime politique en place. Un régime politique qui n'a plus que les accusations gratuites, le harcèlement verbal et le langage de l'outrance pour tenter vainement de faire porter à d'autres la responsabilité de ses propres échecs qui ne se comptent plus». Même le lieu choisi pour les célébrations officielles de la date-anniversaire du 19 mars «relève d'un paradoxe bien particulier». Car, s'expliquera Benflis, «qui mieux et qui plus que Ghardaïa elle-même peut témoigner que c'est bien la vacance du pouvoir , un gouvernement à l'abandon et des institutions en déshérence qui sont les sources réelles de l'effritement de notre front intérieur ? Trois années durant, Ghardaïa a été livrée à son sort et elle n'est revenue à l'esprit des rédacteurs du message qu'au moment du choix d'un lieu pour sa lecture. Un choix bien mal inspiré car Ghardaïa est premier témoin à charge contre nos pouvoirs publics s'agissant de leur responsabilité dans la dislocation de notre front intérieur».

C'est d'autant plus mal indiqué comme lieu pour appeler à préserver «le front interne» que «les premières fissures dans ce front sont apparues précisément à Ghardaïa (...) Et face à ces fissures, le régime politique en place a fait le choix coupable de laisser faire, de laisser aller et de laisser pourrir». Sur un autre point, et s'agissant de la presse nationale (évoquée dans la version francophone du message mais pas dans celle arabophone), Ali Benflis lui rend un vibrant hommage. Non sans cette pique en direction de Bouteflika dont la phobie de la presse nationale est, par ailleurs, de notoriété publique. «Durant la décennie des larmes, du feu et du sang, quand certains ont couru aux abris et d'autres choisi le confort de l'éloignement, notre presse nationale a fait notre fierté (...) Et c'est avec le même courage, les mêmes convictions et le même sens du sacrifice qu'elle est toujours aux premières lignes maintenant que l'État national est menacé dans ses fondements, dans son intégrité et dans sa pérennité».

Quant à l'opposition, «qui est devenue une réalité obsédante pour le régime politique en place», notera encore Ali Benflis, elle est dans son rôle. C'est de son droit de s'opposer, «et ce droit se transforme en devoir dès lors que l'enjeu est la préservation de l'État national».

Selon Benflis, tout cela n'est que l'expression d'une panique qui «se saisit de tous les régimes totalitaires, à l'approche de leur fin et qui versent dans l'irrationnel et perdent leur sang-froid». S'y opposer «est un devoir national sacré et ce devoir, nous l'assumerons jusqu'au bout sans faiblesse et sans crainte».

K. A.

Belabbas compare Bouteflika à Kadhafi

Le président du RCD n'a pas omis de répondre aussi vertement au président de la République qui, dans son message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la victoire, n'a ménagé ni l'opposition, ni la presse. Dans son discours d'ouverture d'une session ordinaire du conseil national du parti, hier vendredi, Mohcine Belabbas n'a pas été de main morte contre le chef de l'Etat comparant son discours d'avant-hier à Ghardaïa à celui du défunt dictateur libyen Mouammar Kadhafi. «Ils (ses propos) rappellent étrangement ceux employés par Kadhafi quelques mois avant sa chute. Les menaces et l'insulte sont des signes de panique et de perte de la maîtrise de soi», a-t-il estimé, affirmant que le «peuple algérien sait reconnaître les patriotes soucieux de la sauvegarde nationale» car pour Belabbas, «jouer sur les sentiments est le propre des manipulateurs».

M. K.